

Légation de Suisse

en
France

Paris, le 10 Mars 1902.

15 bis, rue de Marignan

N° 26/75

PRIÈRE DE RAPPELER
LE NUMÉRO CI-DESSUS.

Monsieur le Conseiller fédéral,

Avant hier, samedi, après
un dîner à la Présidence du Sénat,
le Gouverneur de la Banque de France,
M. Tallet, m'a mis à part et m'a
dit: "J'ai été consulté sur votre
demande de nationalisation des
monnaies divisionnaires; venez m'en
parler, je désirerais vous aider; je
reconnais complètement que votre
situation ne peut durer, que vous
avez besoin d'une plus grande quantité
de monnaies divisionnaires et que vous
avez fait preuve d'une très longue patience."

Monsieur

Monsieur Hauser

Chef du Département fédéral
des FinancesBerne.

„seulement avec votre demande de libre
 „frappe vous faites tout sauter. C'est
 „la Banque de France qui a obtenu
 „en 1897 que tout le monde fût
 „obligé, sauf la Suisse, à répondre
 „des écus; les Régents de la Banque
 „sont trop intelligents et trop honnêtes
 „d'affaires pour ignorer que l'échange
 „d'or est la seule politique monétaire
 „possible; ils savent aussi ce que
 „vaut, tel est le Parlement de
 „France et de l'Italie; le libre monnayage
 „c'est la fin des fortes d'écus et
 „c'est la monnaie divisionnaire livrée
 „aux fantaisies des équilibristes du
 „budget; c'est aussi le remboursement
 „des écus français, italiens et belges par
 „les caisses de la Banque de France.
 „Il peut être égal à la Suisse de détruire
 „l'Union Latine; la Banque de France
 „ne pleurerait pas de cette dissolution

„ qui la délivrerait des vins italiens et
 „ Belges, mais la question a une autre face,
 „ lorsque le traité d'Union met un
 „ frein aux fantaisies parlementaires, au
 „ bi-métallisme des agaires etc. En outre,
 „ la Banque de France est unie avec
 „ l'Etat; or l'Etat ne peut pas, pour des
 „ raisons politiques, une rupture de l'Union
 „ en ce moment et la Banque ne doit
 „ pas faire une autre politique que
 „ celle de l'Etat. Demandez un fort
 „ contingent de pièces divisionnaires à
 „ frapper en Suisse par la Suisse; cela
 „ est équitable et je vous soutiendrai.
 „ Seulement 15 millions c'est trop. Tâchez
 „ aussi que votre Gouvernement consente
 „ à refondre quelques millions d'écus; je
 „ vous les donnerai; je les ai dans mes
 „ caves; enfin, et surtout, tâchez d'inter
 „ venir une conférence; les Affaires Etrangères en
 „ ont peur et vous obtiendrez l'avantage

» si vous pouvez vous entendre avec nous
» sans conférence.»

J'attendrai pour aller
voir M. Pallain une réponse de vous
à mon rapport du 4 Mars et à la
présente lettre.

Agréz, Monsieur le
Conseiller fédéral, les assurances de
ma haute considération

Le Ministre de Suisse

Larvy